RÉFORMES SCOLAIRES

Le combat de Benghebrit

Depuis sa nomination, la ministre de l'Education fait face à une cabale honteuse montée par le courant islamo-conservateur. Courageusement, Mme Benghebrit mène une lutte inédite pour sortir l'école algérienne du gouffre où elle se trouve sans trouver un quelconque appui auprès de la mouvance démocratique qui fait preuve d'un silence incompréhensible.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Jeudi, Benghebrit a donc été encore une fois ciblée par des députés de l'Alliance de l'Algérie verte (AAV) qui ont voulu semer le doute sur son intégrité en l'interrogeant sur la destination des 18 millions de manuels scolaires invendus.

Dignement, la ministre a préféré occulter la question et recentrer le débat sur les réformes en cours tout en faisant remarquer «les résistances au changement» de certains courants idéologiques.

En annonçant sa volonté de rencontrer les députés pour présenter les programmes de deuxième génération prévus pour la prochaine rentrée scolaire, elle savait pertinemment qu'elle n'échapperait pas à la provocation des partis islamistes partis en guerre pour faire fléchir son combat pour une école de qualité. L'AAV n'en est pas à sa première attaque. A chaque fois que l'occasion s'en présente ses députés n'hésitent pas à tirer à boulets rouges pour jeter le doute sur les nouvelles initiatives.

Il en est de même pour le FJD de Djaballah, pour Ennahda qui s'est particulièrement distingué en publiant sur sa page Facebook une photo de la ministre frappée d'une croix et accompagnée de la mention «dégage».

Les propos utilisés pour qualifier les projets qu'elle présente sont tout aussi choquants, les commentaires virulents, à la limite de la misogynie et du tolérable. L'Association pour la défense de la langue arabe et l'Association des oulémas ne sont pas en reste. A travers des déclarations publiques ou des réactions distillées sur le net, ils l'accusent ouvertement d''être «une ennemie de la langue arabe» partie en «croisade contre l'un des constituants de l'identité nationale». Ils exigent de la ministre un retrait pur et simple du projet de l'enseignement de la langue maternelle destiné à intégrer l'enfant de la meilleure manière qui soit dans le système éducatif.

Ce projet fait suite à une série d'études menées par des pédagogues, des académiciens et des scientifiques connus pour leur professionnalisme. Ils en ont déduit que les échecs scolaires sont en grande partie dus à la difficulté qu'apporte la langue arabe.

Les résultats de leurs travaux sont la base même des réformes qui devront être introduites. Parmi elles, la généralisation du préscolaire, qui permettra aux enfants d'avoir tous une même base scolaire, l'élargissement de l'enseignement de tamazight, et bien sûr l'entrée en vigueur d'un enseignement dans la langue maternelle de façon à permettre aux élèves de faire leurs premiers pas en toute sécurité. Pour toutes ces raisons, Benghebrit a même été taxée de «juive»… D'autres auraient sans doute cédé face à de telles pressions.

Malheureusement, elle continue à faire face à ses détracteurs sans l'appui des partis de la mouvance démocratique dont le rôle est de se placer aux côtés de ceux qui se battent pour une école meilleure qui éviterait aux enfants algériens de se voir éjectés du milieu scolaire sans perspective.

Les objectifs que s'est fixé Benghebrit sont pourtant ceux auxquels appellent depuis des décennies les démocrates soucieux d'établir des bases saines dans la societé à travers un enseignement adéquat. Le combat qui se mène aujourd'hui pour la réforme de l'école algérienne est un bouleversement historique qui nécessite le soutien de tout un chacun.

A. C.

BENRAMDANE FARID, CONSEILLER À LA PÉDAGOGIE AU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, À PROPOS DES NOUVEAUX PROGRAMMES :

«Nous avons seulement apporté des réajustements à la réforme de 2003»

La machine de la réforme du système éducatif démarre à partir de septembre prochain. De nouveaux programmes seront introduits pour les classes de première année primaire et moyenne. Qu'est-ce qui attend ces élèves qui découvriront les programmes dits de deuxième génération ? «Il ne s'agit pas d'une révolution, mais d'un changement dans les méthodes d'enseignement qui porte sur un réajustement de type qualitatif sur la réforme de 2003», répond Benramdane Farid, conseiller de la ministre de l'Education nationale et membre de la commission nationale des programmes. Benramdane rappelle qu'il ne s'agit pas de la réforme de Benghebrit mais de l'application de la réforme de 2003, décidée par le président Bouteflika.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -A partir de septembre prochain, l'école fera sa rentrée avec des programmes de deuxième génération. Il ne s'agit pas d'un changement radical, assure Benramdane Farid, conseiller de la ministre de l'Education chargé de la pédagogie et membre de la commission nationale des programmes. C'est quoi un programme de deuxième génération ? M. Benramdane explique que le système éducatif actuellement s'appuie sur une méthode d'enseignement centrée sur la mémorisation. «Les élèves passent leur temps à répéter et à restituer, alors que l'élève doit apprendre aussi à utiliser ses connaissances, ses compétences et son intelligence. Ce que nous allons faire à partir de la rentrée prochaine, c'est un équilibre entre ces deux types d'enseignement». Il s'agit, dit-il, d'apporter des réajustements sur deux ou trois points précis qui sont les valeurs algériennes et les langages fondamentaux qui sont la langue arabe, les mathématiques et les langues étrangères.

Les programmes vont aussi, dit-il, donner désormais une priorité à un contenu algérien. «Lors de notre évaluation, nous avons découvert que l'histoire nationale commençait avec Okba Ibnou Nafaâ, les jeunes sortent de l'école sans jamais avoir entendu parler de Jugurtha, de Massinissa, ni de Micipsa, il y avait donc une histoire nationale réductrice, réduite à un phénomène de dés-algérianité de ce pays. Dans le rapport que nous avons adressé au président, nous avons décidé de réhabiliter l'histoire afin de construire une représentation de la nation sans exclusion ni à caractère linguistique ni culturel, ce pays n'a jamais été monolingue. Il ne faut pas comprendre par la modernisation, l'occidentalisation, nous voulons assurer la transmission des valeurs, l'école a le devoir d'assurer la pérennité de cette nation laissée par Massinissa, Saint Augustin, si Mohand Umhand, Ben Bella, Boumediène et tant d'autres», a indiqué l'ancien membre de la commission Benzaghou. Selon lui, des tendances «inverses ont tout fait pour commencer par le monde arabe et non sur l'Algérie dans les matières d'histoire et de géographie. Les gens qui attaquent la réforme de l'école, sont des gens qui veulent revenir à une perception historique sans ancrage parce que pour eux, l'algérianité n'existe pas, elle est une sorte d'accident de l'histoire», a-t-il soutenu. Les programmes actuels, dit-il, sont fondés sur deux principes, l'unité nationale et la défense de l'intégrité territoriale.

Le projet n'est pas celui de Benghebrit mais une continuité de la réforme de 2003

Selon M. Benramdane, dire que c'est la réforme de Benghebrit «c'est faux» ! «Nous sommes dans la réforme de 2003, nous ne changeons rien du format, on le prend tel qu'il est, car il n'a pas été appliqué à 100% de ses capacités. Il faut se rappeler que le président Bouteflika a installé une commission en mai 2000, dans sa lettre de mission, il a demandé aux 150 membres de cette commission pour réfléchir la refonte totale de l'école sur toute une génération», a-t-il indiqué. Selon lui, quand un enfant a un capital linguistique de 4 000 à 5 000 heures de langue arabe à l'issue du secondaire et 1 200 heures en français et 800 heures en anglais, en principe, il devrait s'exprimer sans aucun problème.

Deux évaluations du système et deux conférences nationales ont été organisées. Le bilan établi fait que 85% des problèmes sont des problèmes pédagogiques. «Alors pourquoi voulez-vous que l'on change ? Il y a des insuffisances de type structurel et non conjoncturel et nous n'avons pas non plus pris en compte le volet de la formation, l'évaluation de l'enseignement, des apprentissages, des établissements, des acquis des élèves… ce à quoi nous allons y remédier avec l'installation des mécanismes d'évaluation pour les professeurs et les élèves», a indiqué cet expert.

C'est quoi le livre unique ?

Le livre unique pour les classes de la première année primaire et deuxième année moyenne qui sera introduit à partir de l'année prochaine est un livre qui devra alléger le cartable des élèves. Il y aura un livre regroupant les matières scientifiques comme les mathématiques et l'éducation scientifique, et un autre regroupant les matières comme l'arabe et l'éducation religieuse.

L'enseignement technique réhabilité

L'enseignement technique abandonné depuis plusieurs années sera réhabilité. «L'enseignement technique constitue 10% de notre enseignement alors qu'il est de 30% dans d'autres pays, nous avons un enseignement généraliste actuellement, et ce n'est pas avec un enseignement pareil que nous réaliserons le développement de ce pays», a indiqué cet expert.

Formation depuis avril 2015 des enseignants et inspecteurs pour les nouveaux programmes

Selon le conseiller de la pédagogie au ministère de l'Education, la formation sur les nouveaux programmes a été mise en place depuis avril 2015 et a touché 16 00 inspecteurs et 60 000 enseignants.

L'échec scolaire par les chiffres

Selon M. Benramdane, il y a 96% de réussite en 5e année primaire mais le taux de redoublement est de 25% en première année moyenne. Le taux de scolarisation en 1re année primaire est d'environ 99% et le taux de redoublement en 2e année primaire est de 14%.

Le taux de réussite au BEM est d'environ 74%, or, le taux de redoublement en première année secondaire est de 15%. Même taux pour l'exclusion. Soit, il y a 30% d'élèves qui redoublent et qui sont exclus dès la première année secondaire. Quand 100 élèves rentrent en première année primaire, seuls 4 obtiennent le baccalauréat sans redoublement et quand 100 rentrent en première année secondaire, seulement 10 obtiennent le baccalauréat.

S. A.

RECRUTEMENT EN ALGÉRIE

Les centres de carrière font défaut

Très peu d'universités, instituts et écoles supérieures disposent d'un centre de carrière. Une structure qui, selon le commissaire du Salon national de l'emploi et du recrutement, joue un rôle important dans l'orientation des jeunes diplômés.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Le commissaire du Salon national de l'emploi et du recrutement, Dr Ali Belkhiri, déplore l'absence de centres de carrière dans les universités. Des centres dont la mission est l'orientation des étudiants et jeunes diplômés en termes de carrière, de formation et de stage. «Les universités ne préparent pas les jeunes diplômés à intégrer le milieu professionnel», dit-il.

Selon lui, seules cinq à six universités sont dotées de centre de carrière. Un nombre qu'il qualifie de «très insuffisant». Pourtant poursuit-il, «ces centres ont un rôle très important».

Il plaide ainsi pour la création de centres de carrière à travers toutes les universités et écoles supérieures.

Intervenant hier à Alger, le Dr Belkhiri a évoqué le manque de salons de recrutement en Algérie. Pour lui, ce type de rendez-vous reste insuffisant même si, souligne-t-il, «cette activité est en train de se développer en Algérie». «Il faudra encourager ce genre de salon, car ils sont signifiants pour le recrutement», dit-il.

Il cite l'exemple des pays occidentaux, notamment la France où de nombreux salons de recrutement sont organisés dont certains sont dédiés à une spécialité précise.

Le Dr Belkhiri se rappelle de l'expérience d'organiser un salon dédié au bâtiment et travaux publics qui, selon lui, en l'absence d'entreprises participantes, a été un échec. «Dans ces secteurs, on recrute dans l'informel», explique-t-il.

La conjoncture actuelle marquée par la crise financière estime l'intervenant, va booster nombre de secteurs notamment celui de l'agriculture, du tourisme et de l'électronique à enregistrer un taux de recrutement assez important. «Contrairement poursuit-il, à d'autres secteurs comme celui de l'automobile qui connaît une crise».

Prévu du 26 au 28 avril prochain à l'Office Riad El Feth à Alger, la 10e édition du Salon national de l'emploi et du recrutement «Carrefour de l'Emploi 2016» se veut un carrefour de rencontres entre les entreprises en quête de compétences de nouvelles recrues et des universitaires à la recherche d'un emploi, d'un stage ou d'information pour créer leur entreprise. Sous le thème «L'entrepreneuriat et les métiers d'avenir», ce rendez-vous du recrutement connaîtra l'organisation d'un cycle de conférences et d'ateliers.

Ry. N.